

A propos de la grève des salariés de Transpole...

Dans le cadre des négociations annuelles obligatoires (NAO) chez Transpole, de nombreux salariés sont en grève reconductible depuis le 14 mai. Les revendications des grévistes portent essentiellement sur des questions salariales. Mais le lancement de la carte Pass-Pass est également remise en cause car cette nouvelle billettique mise en place pour augmenter les profits des actionnaires de Keolis (le groupe privé qui contrôle Transpole) aura une double conséquence : alourdissement de la charge de travail des salariés (sans contre-partie) et filage des usagers (ceux-ci étant par ailleurs confrontés depuis plusieurs années à une hausse continue des tarifs). Transpole et Keolis doivent répondre favorablement aux revendications des salariés en lutte ! Quant aux élus municipaux, exigeons d'eux une nouvelle gestion des transports urbains dans la métropole : fin de la concession au privé, création d'une régie publique et mise en place de la gratuité pour les usagers !

CNT Lille

Lisez, diffusez, soutenez le

COMBAT

SYNDICALISTE

Mensuel des syndicats CNT



Fond de classe

Bulletin du Syndicat des Travailleuses et Travailleurs de l'Éducation CNT de Moselle

N°6 – Juin - 2013

SOMMAIRE

600 enseignants refusent le Livret de Compétences
Rouge est notre colère, noire est notre peine
Soutien aux enseignants marocains d'ELCO

AED : 120 suppressions de postes dans l'académie Fioraso ou l'université du capital
Défendre ses conditions d'étude n'est pas un délit
Soutien aux inculpés de Notre-Dame des Landes

600 enseignant-e-s refusent de remplir le livret de compétences

Plus de 500 enseignant-e-s de toute la France se sont engagé-e-s publiquement à ne pas remplir le livret de compétences (LPC)*, avec le soutien de plusieurs syndicats et collectifs**.

Ce livret a été mis en place sous la présidence Sarkozy dans le cadre du socle commun de connaissances. Il recense les « compétences » des élèves qui doivent être acquises en fin de CE1, CM2 et 3^e. La « refondation de l'école » promue par V. Peillon n'a pas amené à sa remise en cause.

POURQUOI CE MOUVEMENT DE REFUS ?

Du point de vue éducatif, les signataires dénoncent un outil inutile et lourd, qui implique une pédagogie du bachotage, loin de la visée émancipatrice qui devrait être celle de l'école.

Du point de vue de la vie privée, le LPC recueille de manière détaillée et numérisée des informations sur les individus, et cela pour leur vie entière... sans garanties quant à la confidentialité des données.

Du point de vue du droit du travail, il est à craindre que le système des compétences, plus qu'encouragé par le patronat, individualise le statut des salarié-e-s et affaiblisse les conventions collectives.

En conséquence, les signataires réclament que ce livret de compétences soit supprimé. Ils s'engagent collectivement et solidairement à ne pas le remplir et à soutenir activement ceux d'entre eux qui subiraient des pressions ou des sanctions de la part de leur hiérarchie.

* La liste des signataires a été rendue publique sur le site de la campagne : www.boycott-lpc.lutter-agir.org

** Appel soutenu nationalement par :
le Réseau des enseignants du primaire en résistance,
le Collectif National de Résistance à Base-Elèves,
la Fédération des syndicats SUD éducation,
la Fédération des Travailleurs de l'Éducation de la CNT,
la Fédération Éducation de la CNT-Solidarité Ouvrière,
la tendance Emancipation
et l'Union des alternatives syndicales

Le fascisme tue : rouge est notre colère, noire est notre peine !



Clément Méric, jeune brestois de 18 ans, militant libertaire et syndicaliste à Solidaires Etudiants et membre de l'Action Antifasciste Paris Banlieue, venu s'installer sur Paris pour ses études, est mort le 5 juin 2013 sous les coups de l'extrême droite radicale. Nous le connaissons et partageons la sincérité de son engagement.

À la sortie d'un magasin, il a été suivi et violemment attaqué. Il apparaît que ses agresseurs soient membres des Jeunesses nationalistes révolutionnaires (JNR), groupuscule proche de Troisième voie. Quelques heures plus tard, il est déclaré en mort cérébrale par les médecins de la Pitié-Salpêtrière.

Aujourd'hui, toute notre sympathie va vers la famille, les ami-e-s, les camarades de Clément, à tous ceux et toutes celles qui l'ont connu ou non mais qui seront la pour lui rendre hommage. Ils ont tué l'un des nôtres. Un fils, un ami, un camarade, qui avait toute la vie devant lui. Cela aurait pu arriver à n'importe lequel d'entre nous.

Plus que jamais, sur le terrain, dans les quartiers, dans les entreprises, nous lutterons, sur le plan politique, sur le plan syndical, social et humain, contre les idées de l'extrême droite et de ses alliés.

La CNT appelle l'ensemble des travailleuses et des travailleurs à la plus grande vigilance et à réagir à chaque situation où s'expriment le racisme, l'homophobie, le sexisme, et l'autoritarisme. Sur nos lieux de travail et dans nos quartiers, ne laissons pas le venin de l'extrême-droite se répandre. La CNT appelle à se joindre à toutes les initiatives antifascistes se déroulant dans le pays.

**Rouge est notre colère.
Noire est notre peine.
No pasaran !**

De l'autogestion, théories et pratiques

Ce livre explore deux aspects de l'autogestion, l'un historique, l'autre actuel, vivant, vivace, fait d'expériences, de réussites et parfois de déboires.

Il s'agit d'éclairer une notion essentielle de la lutte des classes : le besoin viscéral de la classe exploitée de prendre ses affaires en main, tant dans l'entreprise que dans la société. À contre-courant des renoncements actuels, il est utile et nécessaire de revenir sur cette problématique émancipatrice. L'analyse de son itinéraire historique et politique nous permet d'en donner une définition renouvelée et pragmatique.

Mais l'autogestion n'est pas, loin s'en faut, une théorie figée ou un dogme. L'aspiration à ce principe se conjugue au présent aux quatre coins de la planète. C'est ce qui distingue fondamentalement cette pratique. Elle doit être un fait, ici et maintenant, ou elle ne sera rien demain.

Ce livre n'est pas une profession de foi. C'est un outil permettant d'enrichir notre compréhension, nos réflexions, nos luttes pour imaginer un autre futur.

ISBN 978-2-9157-3132-3

352 pages :

Éditions CNT-RP, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris
edcnt@no-log.org - <http://www.cnt-f.org/editions-cnt-rp>



CLASSES EN LUTTE

Bulletin mensuel gratuit de la CNT Éducation

Pour recevoir « Classes en lutte... » gratuitement tous les mois par e-mail, écrivez à l'adresse : classesenlutte@cnt-f.org.

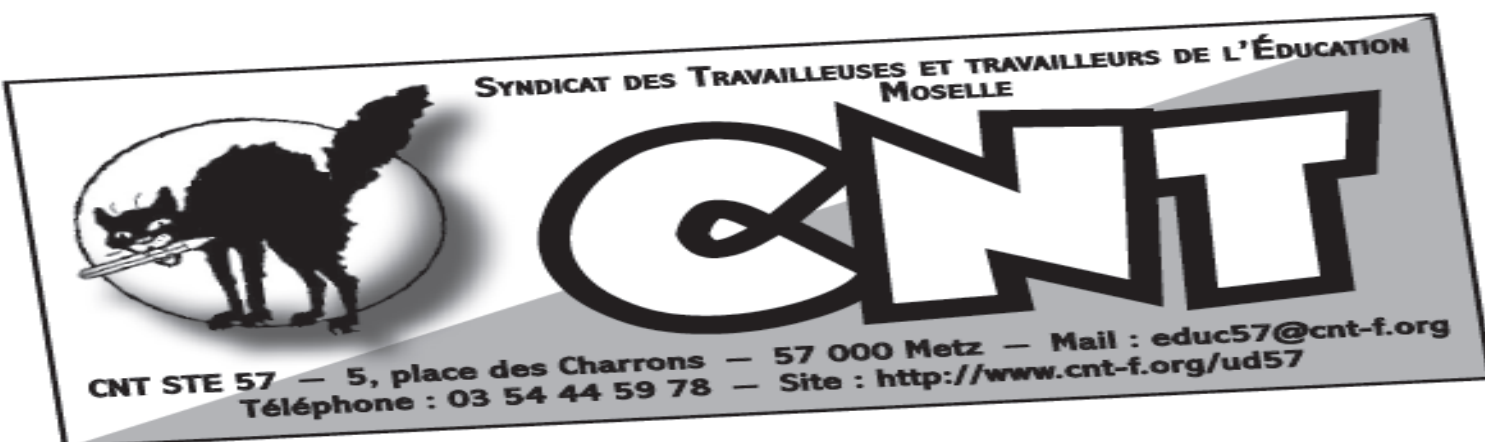
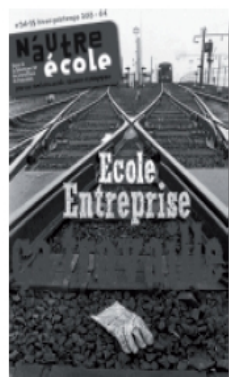
N'Autre École

Revue syndicale et pédagogique de la CNT Éducation

Parution trimestrielle.

Informations, abonnements sur le site :

<http://www.cnt-f.org/nautreecole>



Soutien aux enseignant.e.s marocain.e.s de « Langue et Culture d'Origine »

La fédération des travailleurs et travailleuses de l'éducation de la Confédération Nationale du Travail (CNT-FTE) apporte son soutien aux enseignant-e-s d'ELCO (Enseignement Langue et Culture d'origine) marocain en lutte depuis plusieurs mois pour obtenir de meilleures conditions de travail et de vie en France, en Espagne et en Belgique, et en grève le lundi 3 juin 2013.

Ces dernier-e-s dénoncent leurs conditions salariales, et notamment les inégalités de traitement avec les autres fonctionnaires marocains en Europe, mais également l'absence de couverture sociale et médicale !

La CNT FTE condamne par ailleurs la répression organisée par le gouvernement marocain à leur égard, qui plutôt que de respecter ses engagements et entendre les revendications de nos collègues a préféré rapatrier sous la contrainte les protestataires ainsi que leurs familles. Outre cette évidente volonté d'étouffer leur mobilisation, nous dénonçons avec vigueur les inévitables conséquences d'une telle pratique, notamment pour les enfants de nos collègues marocains, scolarisés en France.

A ce titre, nous rappelons que les enseignants d'ELCO sont des collègues avec qui nous travaillons au quotidien dans nos établissements, et qui partagent la même réalité économique que les travailleurs français. Ainsi, les travailleurs et travailleuses de l'éducation de la CNT apportent leur plein soutien à la mobilisation en cours, et appellent toutes et tous à être solidaire des initiatives prises par les enseignant-e-s marocain-e-s en lutte.

Français-es ou immigré-e-s : seules la lutte et la solidarité paient !

CNT FTE

120 suppressions de postes d'AED dans l'académie

En septembre dernier, les socialistes annonçaient en grandes pompes le recrutement de 500 APS (Assistants de Prévention et Sécurité) afin de rompre, soit disant, avec la politique de destruction de l'emploi menée par la droite précédemment, tout en répondant aux besoins criant de personnels éducatifs dans les établissements.

Évidemment, ce recrutement de personnels précaires n'a jamais été à la hauteur des revendications des collègues, ni de la réalité quotidienne de leurs conditions de travail, comme des conditions d'apprentissage des élèves. Évidemment, cette annonce avait avant tout pour objectif de détourner l'attention de la politique libérale menée par le PS concernant l'éducation depuis son arrivée au pouvoir.

Mais quel comble que d'apprendre aujourd'hui que 2000 postes d'Assistants d'Éducation seront supprimés à la rentrée de septembre 2013, dont 120 dans l'académie de Nancy Metz. Quel comble, en outre, de constater que ces suppressions de postes vont amputer des équipes de vie scolaire en sous effectifs, dans les établissements même où le recrutement d'APS avait soit disant acté la réalité des difficultés.

Depuis des années, alors que nous revendiquons le recrutement massif de personnels enseignants et éducatifs pour subvenir aux besoins réels des jeunes, le gouvernement assume désormais pleinement la carte de l'austérité ! Encore une fois, nous ne nous laisserons pas bluffer par le prétexte de la crise. Les moyens existent, dans les poches du patronat, et le choix de faire payer les travailleurs-euses et leurs enfants est un choix délibéré.

Rappelons le, ce que nous vivons dans le service public fait directement écho aux plans sociaux dans le privé, ainsi qu'à la destruction généralisée des acquis sociaux. Le Syndicat des Travailleurs de l'Éducation de la CNT Moselle soutient donc les initiatives des personnels, à la base, pour lutter contre les suppressions de postes, pour leurs conditions de travail, contre la destruction du service public, et pour la qualité de l'éducation donnée à nos enfants.

Fioraso ou l'université du capital

La nouvelle loi sur l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) dite « Loi Fioraso », adoptée fin mai par l'assemblée nationale, est actuellement débattue au sénat. Si elle fait polémique au sujet de l'enseignement en anglais, elle n'en est pas moins problématique en beaucoup d'autres points. En effet, dans l'esprit de la LRU, du pacte sur la recherche, etc. elle assujetti l'université à l'entreprise et au patronat. Le parti dit "socialiste" reste ainsi dans la continuité de ses autres réformes libérales (Accords Nationaux interprofessionnels, Socle commun de compétences, etc.).

Tout au long du projet de loi, Geneviève Fioraso n'a de cesse de nous rappeler qu'elle veut faire contribuer l'université « à la croissance et à la compétitivité de l'économie ». Ainsi elle augmente par exemple le nombre de personnalités extérieures (patrons et politiciens) siégeant au CA – à noter que celles-ci sont toujours plus nombreuses que les représentant-e-s des étudiant-e-s et du personnel BIATOSS. De ce fait, ces instances dont le principe est déjà bureaucratique ne contribuent pas à l'indépendance de la recherche et de l'enseignement. L'éducation et la connaissance ne doivent pas servir le profit mais être émancipatrices et accessibles à tou-te-s celles et ceux qui le souhaitent. Les patrons et les politiciens n'ont pas à diriger les universités, celles-ci doivent au contraire être gérées par celles et ceux qui y travaillent et y étudient.

De plus, la présence de chefs d'entreprise au sein des instances décisionnaires des universités menace certains domaines d'étude et de recherche. Quel est l'avenir des filières pas ou peu « rentables » aux yeux de l'économie ?

Le « Conseil Académique » supposé « rendre la gouvernance des universités plus démocratique » n'arrange pas grand chose : au final, ce sont toujours les mêmes qui prennent les décisions et dirigent les facs.

La loi Fioraso tout en instaurant une « stratégie nationale de l'enseignement supérieur » poursuit la régionalisation des universités. Elle se désengage donc à terme de leur financement en tant que service public (ce qui entraine précarité et mise en concurrence de celles-ci) tout en continuant à les contrôler. L'agence nationale pour l'évaluation de la recherche scientifique (AERES) créée en 2006 par la loi de programmation pour la recherche est renommée « Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur ». Le nom est différent mais le principe reste le même : le flicage des enseignant-e-s-chercheur-euses et la concurrence continuent.

Les « fusions d'établissements » ne fonctionnent pas et nous le constatons tout au long de l'année à l'université de Lorraine : bureaucratie, absence d'« équilibre » entre les deux sites, pertes de moyens dans les départements de recherche sont les conséquences du sacrifice de nos facs au profit des patrons..

C'est pourquoi nous demandons l'abandon du projet de loi ESR et l'abrogation des lois dont il prend la suite (LMD, LRU, pacte pour la recherche).



Défendre ses conditions de travail, d'étude et de vie n'est pas un délit !

De nos camarades de Continental à ces enseignant-e-s refusant les mutations forcées suite au mouvement contre la casse des retraites de 2003, des inculpés de Tarnac à ces milliers de personnes réprimées durant le mouvement contre le CPE, contre la privatisation déguisée des universités (LMD, LRU,...), ou encore une fois contre une énième attaque contre nos retraites en 2010, nous sommes nombreux-euses à nous être opposé-e-s à toutes les politiques de démolition sociale, racistes et autoritaires.

Depuis des années nos mobilisations se heurtent à la politique des gouvernements.

Aux justes revendications des classes populaires s'est opposée la matraque comme seule réponse. Pressions hiérarchiques dans le public, comme licenciements dans le privé, retenues sur salaires, procès en diffamation, gardes à vue, mais aussi peines de prisons et lourdes amendes se sont alors abattus sur tou-te-s ces jeunes et tou-te-s ces travailleurs-euses qui se sont dressé-e-s contre le patronat et le gouvernement.

Qu'ils ou elles soient militant-e-s, syndicalistes, politiques ou associatifs-ves, avec ou sans étiquettes, nombreux et nombreuses sont ceux et celles qui furent harcelé-e-s ou injustement condamné-e-s pour avoir résisté. Du temps de l'UMP, le PS et François HOLLANDE appelaient à se mobiliser et s'opposaient, dans les hémicycles feutrés du Palais Bourbon ou du Luxembourg.

Aujourd'hui, de nombreux procès se déroulent toujours à l'encontre du mouvement social sans que François HOLLANDE ni le gouvernement socialiste ne réagissent. Le 23 Mars 2013, un militant de la CNT a été condamné à 40 000 € de dommage et intérêt pour avoir bloqué la gare de Metz avec 800 autres personnes, dont des militant-e-s socialistes aujourd'hui élus, durant le mouvement anti-CPE de 2006 !

Que dire pour les camarades de Goodyear, de PSA, d'Arcelor qui subissent au quotidien les mesquineries et vexations patronales ? Que dire pour les antifascistes réprimés qui s'opposent dans la rue, en se mettant en danger physiquement, aux nervis de l'extrême droite ? De quel côté est le gouvernement socialiste ? Celui du Peuple et du progrès social ou celui de la Réaction et du Capital ?

À l'heure où la triple crise économique, sociale et écologique que nous connaissons s'approfondit et s'accélère nous savons que nous devons nous organiser pour défendre nos conditions de vie, d'étude et de travail, pour lutter contre les licenciements, l'austérité et la montée de l'extrême droite.

Nous exigeons de François HOLLANDE et de son gouvernement qu'ils amnistient, CIVILEMENT ET PÉNALEMENT, pour tous les faits commis depuis le 1er janvier 2002 jusqu'à ce jour, tous ceux et celles qui ont été condamné-e-s pour leur participation aux mobilisations sociales et qu'ils en finissent avec les politiques répressives. Pour ce faire, l'occasion leur en est donnée. Ce n'est que dans ce cadre que le projet de loi qui sera étudié à l'Assemblée Nationale ce jeudi 16 mai pourrait avoir du sens.

CNT Bureau Confédéral

Communiqué de soutien aux inculpés du collectif Parisien Notre-Dame des Landes

Le collectif francilien de soutien à la lutte de Notre-Dame-des-Landes subit une forte répression de l'Etat pour ses actions non-violentes de dénonciation du projet d'aéroport sur ce bocage de Loire-Atlantique, et de la connivence entre les multinationales du BTP et les pouvoirs publics en place (des dizaines d'heures de garde-à- vue, des contrôles biométriques aberrants et des chefs d'inculpation hallucinants). Ils sont les boucs émissaires de cette communauté d'intérêts entre le pouvoir et l'argent, et la répression sauvage du pique-nique chez un des riches actionnaires de Vinci en est la démonstration.

Sous prétexte de « compétitivité des territoires », de « développement durable », l'État et les élus locaux de gauche comme de droite font encore un joli cadeau à cette multinationale du BTP, VINCI. Cet aéroport ne répondra qu'aux « besoins » de la bourgeoisie, pas à ceux de la classe ouvrière, à qui ces élites aéroportées demanderont ensuite des efforts et de la rigueur pour s'engraisser et pouvoir se payer ses billets d'avions de loisirs. La classe ouvrière qui trime, ne part pas souvent en vacances et encore moins en avion, ou alors au prix de lourds efforts pour ceux et celles qui visitent leur proches sur d'autres continents.

La construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, des routes qui le desservent ou des lignes à grande vitesse résultent d'une gestion bureaucratique et capitaliste des territoires. Cet "aménagement du territoire" se fait contre les populations locales et les travailleurs et travailleuses du BTP, expulsant les premiers, exploitant les seconds. Parfois les travailleurs subissent la double peine en étant eux-mêmes victimes de ce qu'ils construisent, comme ces travailleurs du bâtiment "sans-papier" débusqués sur des chantiers de centre de rétention.

Cet "aménagement du territoire" désagrège les sociétés et précipite la planète dans une catastrophe écologique. Les États organisent un système prédateur, assurant leur position dominante en organisant la division entre ouvriers et populations locales.

La Fédération CNT Construction travaille à la construction d'une alternative sociale, économique et politique par l'autogestion et l'action directe. Nous n'attendrons pas que les réponses tombent d'en haut. Nous remettrons en question cette manière de produire lors de chacun de ces projets d'aménagement construits sur le sang et les larmes cachées de nos camarades.

La Fédération CNT Construction fait part de son soutien aux militants de ce collectif inculpés lors du pique-nique chez un actionnaire de Vinci, et a toutes les personnes ou collectifs s'opposant à ce projet dans leur lutte contre la violence d'État.

Fédération CNT Construction

Rendez-vous le samedi 29 juin à 15h, place Mazelle (devant le MEDEF)

à l'appel de la CNT, de la FA, du NPA, de la FASE, de la CGT Arcelor-Mittal, du collectif Jeune de la CGT Arcelor-Mittal, etc.

Retrouvez l'entretien avec notre camarade condamné à Metz sur <http://www.cnt-f.org/video/>